



Paris, le 23 août 2024

## COMMUNIQUE DE PRESSE

# MHE et FCO : les éleveurs en attente d'un appui renforcé de l'Etat !

Face à une situation sanitaire qui menace les cheptels de ruminants, la FNSEA, ses associations spécialisées (FNB, FNPL, FNO, FNEC) et Jeunes Agriculteurs, tirent à nouveau le signal d'alarme en direction des pouvoirs publics !

La progression de la maladie FCO-3 a créé un nouveau front depuis début août affectant le nord de la France. Mais les producteurs bovins, ovins, caprins français sont aussi confrontés à la reprise de la FCO-8 et de la MHE sur d'autres régions du territoire. Les impacts sanitaires et surcoûts économiques sont sévères, et menacent de mettre à mal les exploitations.

C'est une « course contre la montre » qui est engagée. Sur le terrain, l'inquiétude progresse. Et l'incompréhension grandit face au retard des vaccins, aux inégalités de traitement et au manque de visibilité sur les soutiens publics.

En premier lieu, les pouvoirs publics se doivent donc de commander en masse et de prendre en charge des doses de vaccin pour la MHE et les FCO, pour les mettre à disposition des éleveurs sur l'ensemble du territoire. Seul l'Etat peut aujourd'hui déclencher auprès des laboratoires la production de ces vaccins en large quantité et avec un délai minimal de livraison. Chaque jour compte !

Concernant les mouvements d'animaux entre Etats-membres, les dispositions en place permettent d'ores et déjà la fluidité des échanges vers un ensemble de pays, et donc sans impact sur les cours des animaux qui doivent d'ailleurs toujours progresser. Des discussions au plan communautaire positives au printemps ont permis d'aboutir à la décision de généraliser ce principe de mouvements soit avec désinsectisation et analyse PCR négative, soit avec vaccination. Nous attendons maintenant l'officialisation de ces améliorations dans le cadre de la Loi Santé Animale européenne.

Et pour les éleveurs qui ont subi déjà, ou subiront demain, des pertes sanitaires et économiques, l'Etat devra leur accorder un soutien sans faille. Ils sont victimes de ces maladies vectorielles, et ne disposent pas des moyens de protection, ou en tout état de cause, pas en nombre suffisant.

**Quelle que soit la situation politique, l'urgence commande à l'Etat d'agir maintenant, d'engager des moyens renforcés, de mobiliser les leviers dont il dispose pour apporter les solutions attendues. A défaut, il porterait la responsabilité des dégâts dans les cheptels, alors pourtant qu'il faut agir globalement pour la pérennité de l'élevage sur les territoires.**

### Contacts presse

FNSEA – Antoine Giacomazzo – [antoine.giacomazzo@reseaufnsea.fr](mailto:antoine.giacomazzo@reseaufnsea.fr) – 07.78.11.69.86

JA - Rémi Rossi - [rrossi@jeunes-agriculteurs.fr](mailto:rrossi@jeunes-agriculteurs.fr) – 07.86.22.90.67

FNB – Thierry Rapin - [thierry.rapin@fnb.asso.fr](mailto:thierry.rapin@fnb.asso.fr) – 06.72.91.60.02

FNPL – Jean-Manuel Vignau - [communication@fnpl.fr](mailto:communication@fnpl.fr) – 07.68.03.86.37

FNO – Rachel Legrand – [rachel.legrand@fno.asso.fr](mailto:rachel.legrand@fno.asso.fr) – 06.28.01.43.32

FNEC – Raphaël Guyet - [rguyet@fnec.fr](mailto:rguyet@fnec.fr) – 06.37.47.11.68